



La Lettre du CRJFC

Au sommaire de ce numéro

Éditorial

Manifestations scientifiques 2^d semestre 2025

Manifestations scientifiques 1^{er} semestre 2026

Publications des membres du CRJFC

Interventions orales des membres du CRJFC 2^d semestre 2025

Soutenances 2025

Vie du laboratoire

Éditorial

Le CRJFC est heureux de vous communiquer cette Lettre d'actualité, qui récapitule les activités de notre unité sur la période allant de juillet à décembre 2025, et annonce celles de ce semestre.

Plusieurs colloques, conférences-débats se déroulent durant ce premier semestre 2026.

Dans les projets en cours, on mentionnera la mise en ligne, à la fin de ce semestre, du Dictionnaire juridique éclectique franco-suisse, sur le site de la recherche et de l'enseignement franco-suisse Arcjuris. Cet e-dictionnaire, initialement dirigé par Valérie Défago (UniNE), André Kuhn (UniNE), Béatrice Lapérou-Scheneider (UMLP) et Josua Robert-Nicoud (UniNE), sera composé de la cinquantaine d'entrées existantes, auxquelles seront ajoutés des hyperliens, ou voire apportées des mises à jour. Un appel à de nouvelles notices est d'ores et déjà envisagé pour faire de ce dictionnaire un objet vivant. Soucieux de rendre accessible ce travail collectif, les porteurs souhaitent que les notices soient consultables et téléchargeables (en PDF), gratuitement. Au titre des autres projets collectifs, Henri Bouillon supervise l'édition d'un Dictionnaire de philosophie du droit et Eliaz Le Moulec, de son côté, encadre également une recherche collective consacrée aux revirements de jurisprudence. Ces deux ouvrages paraîtront dans le courant de l'année 2027.

Au titre des partenariats, enfin, indiquons le fait qu'Hélène De Pooter, MCF en droit public, spécialiste de droit international (pôles, mer et santé) co-organise, avec des chercheurs de Chrono-environnement, les 22^e journées scientifiques du Comité National des Recherches Arctiques et Antarctiques (CNFRAA).

MANIFESTATIONS

Manifestations 2^e semestre 2025

Colloques, journées d'étude

- 2-3 octobre – Sociologie du municipalisme libertaire : de la théorie à la pratique politique, journée d'études (dir. Mathieu Petithomme)
- 10 octobre – Discussions franco-suissees autour de quelques termes juridiques, journée d'études (dir. Béatrice Lapérou-Schneider et Valérie Défago, UniNE)
- 21 novembre – Enseignement du droit social en Suisse et en France : regards croisés, colloque organisé à Neuchâtel (dir. Jean-Philippe Dunand, Anne-Sylvie Dupont, UniNE, Benoît Géniaut, Chantal Mathieu, UMLP)
- 25 novembre – Contrôler et évaluer le bon usage des finances publiques : vecteur d'une confiance renouvelée dans les institutions, journée d'études (dir. Vincent Lebrou, avec le partenariat de la Chambre régionale des comptes Bourgogne Franche-Comté)
- 27 novembre – Devoir de vigilance, contrats internationaux et MARD – précisions et perspectives, colloque international (dir. Filali Osman)
- 4 décembre – Élections européennes, conséquences nationales et inversement, colloque (dir. Nicolas Clinchamps, Univ. Sorbonne Paris Nord, Christophe Geslot, UMLP, Pierre-Yves Monjal et Sébastien Roland, Univ. Tours)
- 15 décembre – 3e journée Frédéric Stasiak. Actualité du droit pénal de l'entreprise (à Nancy), journée d'études (dir. Bruno Py, Univ. Nancy et Béatrice Lapérou-Schneider, UMLP)

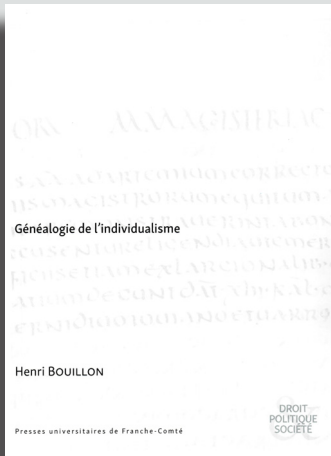
Manifestations 1^{er} semestre 2026

- 22 janvier – Semaine du droit pénal : les violences intrafamiliales / Le contrôle coercitif. Diffusion du documentaire « Je vais te tuer » de Karine Dusfour (org. M1-M2 Droit pénal et sciences criminelles ; dir. Béatrice Lapérou-Schneider et Fabienne Terryn-Casalta).
- 29 janvier – La modification de la définition du viol et des agressions sexuelles. Retour sur la genèse et les conséquences de la loi du 6 novembre 2025, conférence et table-ronde (dir. Coralie Mayeur-Carpentier et Fabienne Terryn-Casalta) (avec la participation de Cédric Logelin, Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Besançon ; Me Jérôme Pichoff, avocat au Barreau de besançon ; Me Marjorie Weiermann, avocate au Barreau du Jura).

- 5 février – Conférence-débat « La France face au terrorisme : bilan d’une décennie » (org. Master Droit pénal et sciences criminelles ; dir. Béatrice Lapérou-Schneider) (avec la participation de François Molins, Ancien Procureur général près la Cour de cassation ; Raphaël Prieur, Commissaire divisionnaire et Chef de la brigade criminelle de la Préfecture de police de Paris)
- 25 février – Bien-être, approche pluridisciplinaire, colloque (dir. Eric Monnin, CÉROU/UMLP, Delphine Martin et Clément Thomas, CRJFC/UMLP).
- 16 mars – Journée des doctorants du CRJFC (dir. Eliaz Le Moulec).
- 24 mars – Conférence-débat Ludivine Petetin (Univ. Cardiff), « La démocratie agro-alimentaire comme levier de transformation de notre alimentation » (org. Vincent Lebrou)
- 26-27 mars – Young People’s Political participation in Western Democracies, colloque (dir. Claire Breniaux et Mathieu Petithomme).
- 27-29 avril – 22e journées du Comité national français des recherches arctiques et antarctiques (CNFRAA). Mondes polaires : mondes vulnérables ?, partenariat Chrono-environnement, CRJFC, MSHE Claude-Nicolas Ledoux (co-org. Hélène De Pooter).
- 5 mai – Conférence-débat Yves Struillou (ancien directeur général du travail, membre du Conseil d’État et conseiller en service extraordinaire à la chambre sociale de la Cour de cassation) sur « La protection de la santé du travailleur. Approche juridique et historique » (org. Maud Rivolier ; Master droit social).
- 7 mai – Sans contrefaçon : Variations sur le fond et la procédure, colloque (dir. Sâmi Hazoug et Delphine Martin)
- 15-19 juin – 2nde édition du Blended Intensive Programme (BIP) in Pedagogical Innovation (dir Célia Berger-Tarare)

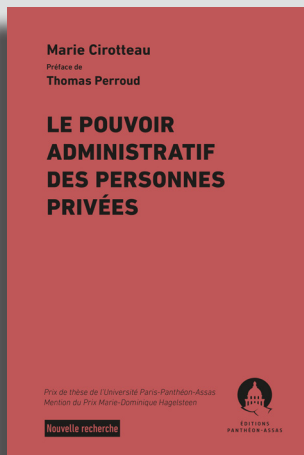
PUBLICATIONS DES MEMBRES DU CRJFC

Ouvrages individuels



Henri Bouillon

Généalogie de l'individualisme, Presses universitaires de Franche-Comté, coll. « Droit, politique et société », 2025, 433 p., ISBN : 978-2-38549-157-4



Marie Cirotteu

Le pouvoir administratif des personnes privées, Éditions Panthéon-Assas, 2025, ISBN : 978-2-37651-077-2.

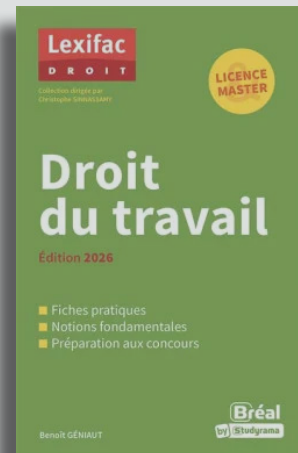


Charles Fortier

Droit de la fonction publique, mémento Dalloz, 3e éd. 2025, 308 p. ISBN : 9782247240685.

Benoît Géniaut

Droit du travail, 3e éd. 2026, Bréal-Studyrama, 200 p.,
ISBN : 9782749558363



Béatrice Lapérou-Schneider

Droit pénal du travail, Mémento, 2e éd. Gualino Lextenso, 2025,
ISBN : 978-2-297-25964-4.





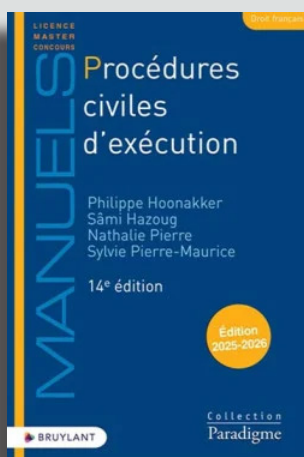
Marie Ciotteau

(direction) *La privatisation de l'espace public*, L'Harmattan, « coll. Logiques juridiques », 2025, ISBN : 978-2-336-52302-6.



Sâmi Hazoug

La civilisation de l'exécution forcée, Mare & Martin, 2025, 228 p., ISBN : 9782386001826 (direction avec Nathalie Pierre et Sylvie Pierre-Maurice).



Procédures civiles d'exécution, Bruylant, 14e éd., juill. 2025, 594 p., ISBN : 9782802776086 (avec Philippe Hoonakker, S. Hazoug, Nathalie Pierre, Sylvie Pierre-Maurice)

Célia Berger-Tarare

« La fiducie, entité non personnifiée ? Perspectives franco-québécoises », *Dossier : Les entités juridiques non-personnifiées* (dir. G. Gidrol-Mistral et J. Rochfeld), *Revue Juridique de la Sorbonne*_(RJS), n° 11, p. 31-40.

"Registration of Trust Instruments and Trust Information", Mark Bennett and others (dir.), *The Oxford Handbook of Comparative Trust Laws*, Oxford Academic, <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198890485.013.0003>

Henri Bouillon

« Réarmer le préfet pour refonder l'État local ? Remarques sur les décrets du 30 juillet 2025 », *AJDA*, 2025, n°41, p. 2144.

« L'exercice de la liberté de pensée, de conscience et de religion. Les conditions du libre exercice du culte », B. Beignier, M. Philip et A.-L. Youhnovski-Sagon (dir.), *Code de la laïcité et du fait religieux*, LexisNexis, coll. « Code bleu », 2025, p. 183-190.

« Les limites générales à la liberté de pensée, de conscience et de religion. L'ordre public », B. Beignier, M. Philip et A.-L. Youhnovski-Sagon (dir.), *Code de la laïcité et du fait religieux*, LexisNexis, coll. « Code bleu », 2025, p. 191-194.

Alexandre Ciaudo

« Approche sémantique des intérêts de la justice », B. Drevet (dir.), *Les intérêts de la justice*, L'Harmattan, 2025, p. 51.

« La décence, composante autonome de l'ordre public », L. Kondratuk (dir.), *Des corps dans l'espace public. Monstration, dissimulation, mouvement*, Presses universitaires de Franche-Comté, 2025, p. 71.

« L'effectivité du contrôle du juge administratif dans la défense des libertés », *AJDA* 2025, p. 1220.

Marie Cirotteau

« Formes et effets de la privatisation de l'espace public : un phénomène aux confins du droit public », M. Cirotteau (dir.), *La privatisation de l'espace public*, L'Harmattan, 2025, p. 13-27.

« La participation des régulés à l'élaboration de la doctrine des Autorités administratives indépendantes », E. Debaets, V. Palma-Amalric et J. Schmitz (dir.), *Doctrine juridique des Autorités administratives indépendantes*, Mare & Martin, 2025, p. 105-118.

Entrée « Délégation de police », O. Gohin, X. Latour et O. Renaudie (dir.), *Dictionnaire de la sécurité intérieure*, Mare & Martin, 2025, p. 169-174, n° 21.

« L'éclatement des polices administratives », AFDA, *La police administrative*, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2025, p. 181-196.

« Symbolisme de la décision de justice », Dossier : Le symbolisme et le droit administratif, *RDP*, 2025, p. 182-186.

Hélène De Pooter

« L'exceptionnalisme arctique à l'épreuve de la fracturation du monde : quel avenir pour le Conseil de l'Arctique ? », *Annuaire français de droit international*, vol. 70 (2024), p. 557-570.

Camille Fernandes

« Du respect du principe de laïcité à l'École nationale de la magistrature », *Lexbase Public*, 30 septembre 2025.

« Aux origines de la liberté académique, de l'Allemagne aux États-Unis », *The Conversation*, 6 octobre 2025.

« La neutralité politique au sein des communes », *RDLF*, 2025, chron. n° 60.

« [Questions à...] Droit universitaire et liberté académique – Questions à Camille Fernandes, Maître de conférences en droit public, Université Marie et Louis Pasteur », *Lexbase Public*, 10 décembre 2025.

« L'échec du Collège de France à protéger la liberté académique : l'exemple à ne pas suivre », *Jus Politicum Blog*, 10 décembre 2025.

Charles Fortier

Entrée « Concours », Jean-François Kerléo et Elina Lemaire (dir.), *Dictionnaire de l'éthique publique*, LexisNexis, sept. 2025, p. 68-70.

Benoît Géniaut

« Maladie et inaptitude médicale », Rép. Dalloz Droit du travail, juin 2025 (paru effectivement en juillet), 300 000 signes.

« Sur le principe d'écoute », *Revue de droit du travail*, Dalloz, 2025, n°07/08, p. 438-443.

« Le gérant de succursale perdu dans le transfert d'entreprise », *Revue de droit du travail*, Dalloz, 2025, n°11, p. 694-698.

Christophe Geslot

« Le déséquilibre entre les pouvoirs exécutif et législatif sous la Ve République », Michel Verpeaux (dir.), *Les annales du droit. Droit constitutionnel 2026*, Dalloz, 2025, p. 160-169.

Sâmi Hazoug

Chronique de procédures civiles des affaires, chronique semestrielle publiée chez Lexbase Hebdo, éd. aff., 17 juill. 2025, n°825, contribution personnelle (9 décisions)

Chronique de procédure civile européenne et internationale, chronique annuelle publiée chez Lexbase contentieux et recouvrements, parution le 9 juill. 2025, n°10, contribution personnelle : compétence et exécution (20 décisions)

Chronique semestrielle de procédures civiles des affaires (juin 2025 à novembre 2025) Lexbase Affaires n°829 du 18 décembre 2025 (6 décisions)

Chronique annuelle des procédures rapides (août 2024-août 2025) *Lexbase Contentieux et Recouvrement* n°11 du 13 octobre 2025 (11 décisions)

Leila Lankarani

« L'arbitrage, moyen de contrôle en droit administratif transnational. Quelques aspects », B. Auby, B. Cananea, O. Dubos, S. Toricelli (dir.), *Traité de droit administratif transnational*, Bruylant, 2025, 30 p.

« Développement durable et responsabilité sociale des entreprises », H. Prince et D. Avom (dir.), *L'avenir des PME francophones sur les marchés mondiaux*, Montreal, JFD, 2025.

Béatrice Lapérou-Schneider

Contrat de travail (formation–rupture), fascicule n° 50, Juris-classeur Lois pénales spéciales, LexisNexis (création), oct. 2025.

Mises à jour des chapitres de droit pénal du travail du *Lamy droit pénal des affaires* :

- Introduction au droit pénal du travail ;
- Droit pénal des accidents au travail ;
- Le travail dissimulé ;
- Le droit pénal de discrimination au travail ;
- Les entraves aux instances représentatives du personnel ;
- Le harcèlement sexuel au travail ;
- Le harcèlement moral au travail ;
- Les délits d'exploitation par le travail.

Cédric Latil

« Atteintes au droit moral de l'auteur et utilisation d'une musique dans une scène violente d'une série télévisée, note sous CA Paris, 7 mai 2025, n°23/14476 », RLDI 2025, 231-7.

« La compétence du juge français pour connaître de la réparation du préjudice résultant d'actes de cybercontrefaçon du droit d'auteur, Note sous Cass. crim, 18 mars 2025, n°24-81.603 », RLDI 2025, 229-6.

« Le dénigrement caractérisé par la diffusion d'une information faisant état d'une contrefaçon de droits d'auteur non établie par décision judiciaire, note sous Cass. com, 15 oct. 2025, n°24-11.150 », RCA 2025, 232.

« Point de départ de la prescription d'une action civile en contrefaçon du droit d'auteur, note sous Cass. 1^{re} civ., 3 sept. 2025, n°23-18.669 », RCA 2025, 198.

« La qualification délictuelle de l'action directe du sous-acquéreur en droit international privé européen, note sous Cass. 1^{re} civ, 28 mai 2025, n°23-20.341 et n°23-13.687 (2 arrêts) », RCA 2025, 161.

« Un système de vidéo-surveillance constitutif d'un trouble manifestement illicite, note sous Cass. 3^e civ., 10 avr. 2025, n°23-19.702 », RCA, 2025, 131.

« Un cas de force majeure emportant de plein droit la résolution du contrat et la restitution du prix, note sous Cass. com., 26 févr. 2025, n°23-21.266 », JCP E 2025, 1265.

« La juridiction compétente en matière de rupture brutale des relations commerciales établies en droit international privé commun, note sous Cass. 1^{re} civ., 12 mars 2025, n°23-22.051 », JCP E 2025, 1258.

Christine Lebel

« Les organisations de producteurs au service de la chaîne de valeurs favorable aux viticulteurs et vigneron : l'exemple de la France », Congrès OIV 2025, 16-20 juin 2025, Chisinau (Moldavie), Série de conférences IVES, 46e Congrès mondial de la vigne et du vin, DOI : <https://doi.org/10.58233/jYQTxsXE>

« Voies d'exécution et procédures collectives », S. Hazoug, N. Pierre, S. Pierre-Maurice (dir.), *La civilisation des procédures civiles d'exécution : universalité ou variabilité ?* Mare & Martin, 2025, p. 141-152.

« Résiliation du bail dans le cadre de la liquidation judiciaire ouverte après la résolution du plan de la locataire (note sous Cass. com., 12 juin 2025, pourvois n°23-22.076, 23-22.077 et 23-22.078) », *Rev. loyers juill. 2025*, n° 1059, p. 35-37.

« Résiliation du bail et résolution du plan de redressement : quelles solutions pour le bailleur ? (note sous Cass. com. 12 juin 2025, n° 23-22.076, F-B) », *Lexbase Affaires* n° 825 du 17 juill. 2025, n° 825.

« Une dette antérieure à l'activité professionnelle justifie l'ouverture d'une liquidation judiciaire (note sous Cass. com., 10 sept. 2025, n° 24-15.275, F-B) », *Lexbase Affaires* n°826 du 18 juill. 2025.

« Pas de droit de préemption de biens mixtes par la SAFER en cas de la liquidation judiciaire (note sous Cass. 3e civ., 4 sept. 2025, n° 24-13.064, FS-B) », *Lexbase Contrats Responsabilité Immobilier (CRI)* n° 8 du 24 sept. 2025.

« Chronique semestrielle des décisions du fond en baux commerciaux », *Lexbase Affaires* n°827 du 23 oct. 2025.

« Créance de restitution de l'indu lorsque la clause d'indexation est réputée non écrite (note sous Cass 3e civ., 23 janv. 2025, n° 23-18.643, FS-B) », *Rev. loyers*, nov. 2025, n°1061, p. 14-16.

« La clause résolutoire faisant échec aux dispositions d'ordre public est réputée non écrite même si l'instance a débuté avant l'entrée en vigueur de la loi de 2014 (note sous Cass 3e civ., Cass. civ. 6 nov. 2025, n° 23-21.454, FS-B) », *Rev. Loyers*, déc. 2025, n° 1062, p. 9-12.

Eliaz Le Moulec

« Un an de jurisprudence en droit pénal des sociétés (juin 2024 – mai 2025) », *Revue de jurisprudence commerciale. Ancien journal des agrées*, 2025, 16.

« La convention judiciaire d'intérêt public environnementale est-elle durable ? », Walid Chaiehloudj, Sabrina Dupouy, Jacques Mestre (dir.), *Durabilité et droit économique*, LexisNexis, p. 143-149.

Delphine Martin

« Enjeux organisationnels et juridiques de l'e-sport dans le système olympique international », *Revue Diagoras, International Academic Journal on Olympic Studies*, 2025 (avec Eric Monnin).

Chantal Mathieu

« La pratique du télétravail : un bilan positif dissimulant des zones d'ombres » juridiques, *Revue de droit du travail*, Dalloz, 2025, n°09, p. 556.

« Comprendre la grève, entre protection et encadrement », *Dalloz étudiant*, oct. 2025.

« Congés payés, la France rentre enfin dans le rang ! note sous Soc.10 sept. 2025 », *Dalloz étudiants*, nov. 2025.

« L'obligation de sécurité à l'épreuve du droit au respect du domicile du télétravailleur, note sous Soc. 13 nov. 2025 », *Dalloz étudiant*, déc. 2025.

Mathieu Petithomme

« Sociologie du cycle municipaliste espagnol : processus, acteurs et enjeux », Alicia Fernández García, Héloïse Nez et Mathieu Petithomme (dir.), *Villes rebelles. Municipalisme et pouvoir local en Espagne*, Éditions du Croquant, 2025, p. 6-20.

« Anticapitalisme et municipalisme à Cadix : les limites et les réussites d'une gouvernance symbolique », Alicia Fernández García, Héloïse Nez et Mathieu Petithomme (dir.), *Villes rebelles*, Éditions du Croquant, 2025, p. 6-20.

« Comparing youth mobilisation by the urban centre-left in France and Spain », Øivind Bratberg & Nik. Brandal (dir.), *Social Democracy and Urban Politics. Party responses to the diversifying centre-left in European cities*, Manchester, Manchester University Press, 2025, p. 224-243.

« L'autodestruction de la social-démocratie en Europe : questionner un processus politique », Mathieu Petithomme (dir.), *L'autodestruction de la socialdémocratie en Europe. Sociologie d'une crise idéologique*, L'Harmattan, 2025, p. 5-31.

« Une exception ibérique ? Crise et renouveau de la socialdémocratie en Espagne et au Portugal », Mathieu Petithomme (dir.), *L'autodestruction de la socialdémocratie en Europe*, L'Harmattan, 2025, p. 113-138 (avec Alicia Fernández García).

« Les difficultés actuelles de la gauche et de la socialdémocratie en Italie : Sociologie historique d'une crise qui vient de loin », Mathieu Petithomme (dir.), *L'autodestruction de la socialdémocratie en Europe*, L'Harmattan, 2025, p. 163-191.

« Les social-démocraties européennes à la croisée des chemins », Mathieu Petithomme (dir.), *L'autodestruction de la socialdémocratie en Europe*, L'Harmattan, 2025, p. 261-271.

Rémy Prouvèze

- Observations à propos de CPI, Judgment on the appeal of Mr Dominic Ongwen against the decision of Trial Chamber IX of 28 February 2024 entitled « Reparations Order » du 7 avril 2025 (Appeals Chamber), Situation in Uganda in the case of The Prosecutor v. Dominic Ongwen (ICC-02/04-0115 A3), RGDIP 2025 – 3.

- Observation à propos de CPI, Decision on the appeal of the State of Israel against Pre-Trial Chamber I's « Decision on Israel's challenge to the jurisdiction of the Court pursuant to article 19(2) of the Rome Statute » du 24 avril 2025 (Appeal Chamber), Situation in the State of Palestine (ICC-01/18 OA2), RGDIP 2025 - 3.

- Observations à propos de CPI, Judgment on the appeal of Mr Joseph Kony against the decision of Pre-Trial Chamber III of 29 October 2024 entitled “Decision on the criteria for holding confirmation of charges proceedings in absentia” du 3 juin 2025 (Appeal Chamber), Situation in the Republic of Uganda in the case of The Prosecutor v. Joseph Kony (ICC-02/04-01/05 OA4), RGDIP 2025 - 3.

- Observations à propos de CPI, Finding under article 87(7) of the Statute on Hungary's non-compliance with the Court's request to cooperate in the provisional arrest of Benjamin Netanyahu and referral to the Assembly of States Parties du 24 juillet 2025 (Pre-Trial Chamber I), Situation in the State of Palestine (ICC-01/18), RGDIP 2025 - 4.

- Observations à propos de CPI, Decision on the ‘Prosecutor's Request to be Excused from the Venezuela I Situation’ du 2 septembre 2025 (The Presidency), Situation in the Bolivarian Republic of Venezuela I (ICC-02/18), RGDIP 2025 - 4.

- Observations à propos de CPI, Public redacted version of “Decision on the Defence Request to Disqualify the Prosecutor”, 2 October 2025, ICC-01/21-01/25-286-Conf du 15 octobre 2025 (Appeals Chamber), Situation in the Republic of the Philippines in the case of The Prosecutor v. Rodrigo Roa Duterte (ICC-01/21-01/25), RGDIP 2025 - 4.

Kristina Rasolonoromalaza

« La gouvernance démocratique des entreprises de l'économie sociale et solidaire », M. Rakotovahiny (dir.), *La reconnaissance légale de l'économie sociale et solidaire (ESS) : où en est-on dix ans après la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 ?* L'Harmattan, 2025, p. 15-35.

Myriam Styczen

« La règle de la décision préalable et l'acte faisant grief : implications et conséquences », JCP A, 47, 20 Nov. 2025.

Catherine Tirvaudey

« La coopération magistrats avocats médiateurs », in Essai théorique et pratique sur la justice participative, Dir. Morgane reverchon-Billot, Presses universitaires juridiques - faculté de droit - université de Poitiers, 2025

« Voies d'exécution et droit de la famille », S. Hazoug, N. Pierre, S. Pierre-Maurice (dir.), *La civilisation des procédures d'exécution*, Mare et Martin 2025

Jurisclasseur, LexisNexis mise à jour, 3 synthèses : « mesures conservatoires », « compétence judiciaire », « compétence administrative ».

INTERVENTIONS ORALES - JUILLET À DÉCEMBRE 2025

Henri Bouillon

« Laïcité et liberté religieuse en entreprise », conférences Laïcité et entreprise, Guillaume Jehannin (dir.), CCI de Belfort, 9 décembre 2025.

Alexandre Ciaudo

Participation à la table-ronde « Enseigner le contentieux administratif » (G. Dumont, dir.), Paris V, 2 décembre 2025.

« Le juge administratif et la souveraineté », *La justice administrative en Afrique francophone* (G. Luema Lusavuvu, dir.), Kinshasa, 22 octobre 2025,

« Plans territoriaux », *Discussions franco-suissees autour de quelques termes juridiques* (B. Lapérou-Scheneider, dir.), Besançon, 10 octobre 2025

« Le juge administratif et l'Etat de droit », *discours de la rentrée solennelle du Tribunal administratif de Besançon* (Cathy Schmerber, présidente), Besançon, 16 septembre 2025.

« Le préjudice écologique, outil symbolique de réparation des atteintes ? », *Le droit privé de protection de l'environnement* (P. Caille, dir.), Metz, 9 septembre 2025.

Marie Cirotteau

« La régulation de la désinformation », L'action publique en Europe à l'épreuve de la désinformation : quelles réponses pour protéger la démocratie ? (Europa), Limoges, 28 novembre 2025.

Camille Fernandes

« Liberté académique et contexte international », Colloque du Réseau des Vice-présidentes et Vice-présidents Recherche et Valorisation (Violaine Sebillotte), Université de Dijon, 26 août 2025.

« Intégrité scientifique et liberté académique : principes consubstantiels ou contradictoires ? », *Pratiquer la recherche : intégrité scientifique et gestion des données* (dir. Jocelyn Bonjour), INSA Lyon, 16 octobre 2025.

« Propos introductifs et conclusifs », *Universités et universitaires face aux pressions contemporaines : quelle éthique de l'engagement pour l'enseignement et la recherche ?* (dir. Marie Padilla, Marion Paoletti et Marion Tissier-Raffin), Université de Bordeaux, 23 octobre 2025.

« Intégrité scientifique et liberté académique », Journée de rentrée de l'École doctorale Arts, Lettres, Sciences humaines et sociales de l'ENS-PSL, ENS Ulm Paris, 13 novembre 2025.

« Pour une reconnaissance de l'application singulière du principe de neutralité au service public de l'enseignement supérieur : approche juridique », *La liberté académique dans la démocratie universitaire* (dir. Arnaud Leclerc), Nantes Université, 17 et 18 novembre 2025.

Charles Fortier

Enregistrement pour l'IH2EF (Institut des hautes études de l'éducation et de la formation) d'une capsule vidéo sur les conflits d'intérêts dans l'enseignement supérieur et la recherche – Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Paris, 22 octobre 2025

Participation à un atelier scientifique sur la notion de « *petite fonction publique* », à partir du dossier éponyme publié à la *RFDA* dans le numéro 4 de juillet-août 2025, sous la dir. de Sylvain Niquège – Institut Léon Duguit, Université de Bordeaux, 12 décembre 2025.

Sètongnon Vivien Gbewezoun

« Réflexions sur les fondements de la reconnaissance de la personnalité juridique aux entités naturelles », *Les mutations du droit face à l'écocentrisme* (Organisée par Saba Alqabelat, Zakaria Arab et Meriem Sakli, sous la direction scientifique de Catherine Deffains-Crapsky, Bernard Gauriau, Félicien Lemaire, Solène Ringler et Matthieu Zolomian), Angers, 8 octobre 2025.

« Les mécanismes de règlement extrajudiciaire dans les contrats de vigilance : une justice contractuelle de proximité », *La réception du devoir de vigilance dans les instruments contractuels et conventionnels internationaux, l'arbitrage et les mécanismes alternatifs de résolution des différends* (dir. Filali Osman), Besançon, 27 novembre 2025. (avec Divin Garnaud Irakoze).

La réforme de l'instruction conventionnelle : une nouvelle expertise amiable au service du règlement des différends en matière de devoir de vigilance dans les chaînes de valeur ?, (Séminaire de Blandine Rolland, M2 Professions Juridiques et judiciaires, Faculté des Sciences Économiques Sociales et Juridiques de l'Université de Haute Alsace), Mulhouse (visio), 20 novembre 2025.

Benoît Géniaut

« Autonomie de la volonté et devoir de vigilance en Droit social européen et international », colloque *Devoir de vigilance, contrats internationaux et MARD* (dir. Filali Osman), Besançon, 27 novembre 2025.

« Histoire de l'enseignement du droit social », colloque *Enseignement du droit social en Suisse et en France. Regards croisés*, Neuchâtel, 21 novembre 2025.

« Harcèlement moral », *Discussions franco-suissees autour de quelques termes juridiques*, Besançon, 10 octobre 2025.

« Le principe d'écoute », Conférence du Master Droit social, Université Paris Est Créteil, 8 octobre 2025.

« Le droit à la différence », Table ronde, Conférence MISHA, Strasbourg, 9 octobre 2025.

Christophe Geslot

Direction scientifique d'un colloque : *Élections européennes, conséquences nationales et inversement...* (dir. Nicolas Clinchamps, Christophe Geslot, Pierre-Yves Monjal et Sébastien Roland), Besançon, 4 décembre 2025 (actes à paraître chez Mare & Martin en 2026).

« L'eupéanisation du régime politique français ? », colloque *Élections européennes, conséquences nationales et inversement...* (dir. Nicolas Clinchamps, Christophe Geslot, Pierre-Yves Monjal et Sébastien Roland), Besançon, 4 décembre 2025.

« Référendum national » (avec Nesa Zimmermann et Pascal Mahon, Université de Neuchâtel), journée d'étude *Discussions franco-suissees autour de quelques termes juridiques* (dir. Valérie Défago et Béatrice Lapérou-Schneider, Besançon, 10 octobre 2025.

Sâmi Hazoug

« La perspective européenne : le projet de Code européen des Affaires », colloque *L'avenir des procédures civiles d'exécution : le temps de la réflexion* (dir. L. Lauvergnat), Tours, 13 et 14 nov. 2025.

Leila Lankarani

« L'approche juridique des investissements internationaux au sein des BRICS », Colloque international sur *L'irruption des BRICS sur la scène internationale : analyse critique et pluridisciplinaire de la nouvelle gouvernance mondiale*, Université de Montréal, juillet 2025 (à paraître en 2026).

Béatrice Lapérou-Schneider

« Actualité de droit pénal du travail », avec R. Salomon, avocat général, près de la cour de cassation, école des avocat, Aix-en-Provence, 19 déc. 2025.

3^e Journée d'actualité de droit pénal, des affaires en l'honneur de F. Stasiak (organisation scientifique avec B. Py), Nancy, 15 déc. 2025

« *Les enquêtes externes et internes* », Colloque organisé à l'occasion de la journée internationale de lutte contre la corruption (ONU), Université Toulouse-Capitole, 9 déc 2025

« *L'action civile dirigée contre les personnes publiques* », Colloque « la responsabilité pénale des personnes publiques, Lille, 14 nov. 2025

Cédric Latil

« Autonomie de la volonté et devoir de vigilance en droit international privé », colloque « *La réception du devoir de vigilance dans les instruments contractuels et conventionnels internationaux, l'arbitrage et les mécanismes alternatifs de résolution des différends : vers une lex mercatoria de la responsabilité sociale des entreprises* » (dir. Filali Osman), Besançon, 27 novembre 2025.

Christine Lebel

Rapport de synthèse de la conférence JIAEV 2025 « Le monde des vignerons faces au changement climatique : les vignerons et les vigneronnes en première ligne », ESA Angers, 5 juillet 2025.

Rapport général de la Commission I « L'élevage des animaux de rente : le bien-être animal », XXXIle Congrès et colloque européens de droit rural, Université de Burgos (Espagne), du 3 au 6 septembre 2025, « Le bien-être humain et le bien-être des animaux en agriculture : le rôle de la loi » (en cours de publications sur le site du CEDR).

« Le conseiller : un statut juridique en clair-obscur », Congrès AFDR 2025, « Le conseil aux agriculteurs », Poitiers, 9 et 10 octobre 2025 (actes à paraître à la Revue de Droit Rural).

« Truffe, gastronomie et droit de la consommation en France », Conférence 2025 Revue internationale de droit du tourisme, des voyages et de l'hôtellerie (IJTTHL), 2 novembre 2025, Lisbonne (Portugal), en anglais (actes à paraître)

« L'agroforesterie », « Les rencontres du groupe Acterra », Arlay (39), 12 septembre 2025

« Le temps viticole et la faillite », « Le temps du vin », conférence AIDV Section Europe, Colmar 20 septembre 2025.

« Les organisations de producteurs au service de la chaîne de valeur des agriculteurs et des producteurs : l'exemple français », Conférence UGIVI 15 novembre 2025, « Dal Consorzio di Tutela al Consorzio di Gestione: nuovi ruoli e sfide alla luce del Regolamento (UE) 2024/1143, Castello di Grinzane Cavour (Piémont- Italie).

Delphine Martin

« La réception du devoir de vigilance en matière d'IA », Colloque « *Devoir de vigilance, contrats internationaux, MARD et chaînes de valeur* » (dir. Filali Osman), Besançon, 27 novembre 2025.

« L'IA dans les métiers de l'art et du design : enjeux juridiques », intervention en collaboration avec Audrey Lebois et Julie Fay, séminaire DNMade organisé (resp. Vincent Peseux), Université Marie et Louis Pasteur, 20 novembre 2025.

« Originalité et caractère individuel de l'œuvre. Approche droit comparé franco-suisse de la notion d'originalité », *Discussions franco-suissees autour de quelques termes juridiques* (dir. Valérie Defago et Béatrice Lapérou-Schneider) (avec Vincent Salvadé, UniNE), Besançon, 10 octobre 2025.

Chantal Mathieu

« L'ambivalence des formations de master en alternance », colloque *Enseignement du droit social en Suisse et en France, regards croisés*, Neuchâtel, 21 novembre 2025.

Coralie Mayeur-Carpentier

« Les choix électifs et règles de vote au sein des institutions, enjeu de la défense européenne », colloque *Élections européennes, conséquences nationales et inversement...* (dir. Nicolas Clinchamps, Christophe Geslot, Pierre-Yves Monjal et Sébastien Roland), Besançon, 4 décembre 2025.

Kristina Rasolonoromalaza

« Coopératives » *Discussions franco-suissees autour de quelques termes juridiques* (dir. Valérie Defago et Béatrice Lapérou-Schneider) (avec Dimitri Paratte, UniNE), Besançon, 10 octobre 2025.

Myriam Styczen

« De Hardouin et Marie à Gisti », Conférence sous la direction scientifique de Fanny Grabias, Université de Lorraine (UR IRENEE), 26 septembre 2025. Discutants : Christophe Fardet, Professeur de droit public, Université de Lorraine / IRENEE UR7303 et Myriam Styczen, Maître de conférences en droit public, Université Marie et Louis Pasteur / CRJFC UR3225.

Xiaowei Sun

« La langue et l'administration en Chine », *La langue* (dir. Delphine Costa), Aix-en-Provence, 14 et 15 novembre 2025.

« Identification des sources du droit administratif chinois », *Étudier le droit chinois aujourd'hui : questions et méthodes* (dir. Linxin He), Paris, 17 décembre 2025.

Fabienne Terryn-Casalta

« Table-ronde : Quelles sont les conditions de réussite de la justice restaurative pour mineurs ? », *Enjeux et modalités de la Justice Restaurative pour les mineurs en conflit avec la loi*, Conférence organisée par l'IRTS en partenariat avec la haute école belge HENALLUX, Besançon, 8 juillet 2025.

« Aide à mourir », *Discussions franco-suissees autour de quelques termes juridiques* (dir. Valérie Defago et Béatrice Lapérou-Schneider) (avec André Kuhn), UniNE), Besançon, 10 octobre 2025.

« Aspects juridiques liés aux problématiques d'incestes fraternels », *Inceste dans les fratries : comment appréhender les dispositifs existants pour mieux protéger et accompagner*, journée d'étude organisée par le service d'AEMOR de la fondation la vie au grand air, Besançon, 21 novembre 2025

Catherine Tirvaudey

« Le titre exécutoire extrajudiciaire », colloque *L'avenir des procédures civiles d'exécutions* (dir. L. Lauvergnat), Tours, 13 et 14 nov. 2025.

« Table ronde Le juge de l'exécution », les Ateliers de procédures civiles d'exécution (dir. S. Amrani Mekki), Paris, 21 nov. 2025.

Thèses

Pierre Koffi KOUAME, Responsabilité internationale et violation des droits de l'homme par les entreprises (sous la direction de Leila Lankarani)

Résumé (Theses.fr) : La responsabilité internationale, en tant que « corollaire nécessaire du droit », rappelée par la Cour internationale de Justice, organise les conséquences juridiques de la violation du droit dans l'ordre juridique international. Elle traduit le devoir pour tout sujet de droit de répondre des violations d'obligations



internationales à sa charge qui lui sont imputables. À côté de la responsabilité des États auxquels s'adressent traditionnellement le droit international concernant le respect et la protection des droits de l'homme, la question de la responsabilité des entreprises pour violations des droits de l'homme, se pose aujourd'hui avec acuité, et une nette opinion que de telles violations jouissent d'une certaine impunité sur la scène internationale. L'on pointe du doigt l'impunité par le fait que ces entreprises agissent, dans la plupart des cas, avec la « bénédiction » ou la « complicité » des États, voire par l'impossibilité juridique d'agir de ces derniers au regard, notamment, des règles de compétences étatiques. Face à l'impérieuse nécessité de protection des droits de l'homme, moteur de toutes les grandes réformes de ces dernières décennies et la difficulté pour les États d'origine et d'accueil de contrôler le comportement d'ensemble des entreprises multinationales, à travers leurs droits nationaux, il apparaîtrait plus que nécessaire de s'interroger sur la responsabilité internationale de ces acteurs au-delà du droit commun classique de la responsabilité internationale des États, et des normes de soft law, de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) en matière des droits de l'homme – concrétisées par les principes directeurs de 2011 des Nations Unies. Tous les récents développements sur la question invitent à examiner les moyens de responsabiliser très clairement les différents acteurs concernés. Devant les insuffisances juridiques des principes directeurs précités relatifs aux entreprises et des droits de l'homme concernant la RSE, la résolution 26/9 du Conseil des droits de l'homme du 26 juin 2014 et ses suites pour l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises relativement aux droits de l'homme retiendra tout particulièrement l'attention dans le cadre de l'objet d'étude. Il est toutefois bien évident que l'évolution de cette situation tient en grande partie à la volonté des États qui doivent assumer par ailleurs leur rôle de protéger et de faire protéger les droits de l'homme. Les problématiques et interrogations juridiques impliquées dans le cadre de cette recherche doctorale sont ainsi et notamment les suivantes : peut-on engager la responsabilité de l'État pour un acte dont il n'est pas directement l'auteur matériel ? Quels devoirs les entreprises doivent-elles assumer, et sous le contrôle de qui ? Des normes juridiquement contraignantes sont-elles disponibles, ou appropriées, ou dans quel sens

verront-elles le jour pour les entreprises ? Peut-on mettre en œuvre une responsabilité des entreprises sur le plan international alors que subsiste toujours une véritable controverse doctrinale sur leur qualité de sujet du droit international ? Se pose aussi la question de l'accès à des recours, juridictionnels et non juridictionnels, pour les victimes d'atteintes aux droits de l'homme commises par les entreprises ou du fait de leur activité.

La soutenance pour le doctorat de droit public a eu lieu le 2 décembre 2025, à Besançon. Le Jury était composé de Hervé Agbodjan Prince (Université de Montréal) ; Walid Ben Hamida (Université de Lille) ; Laurence Dubin (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ; Leila Lankarani (Université Marie et Louis Pasteur, Directrice de la thèse) ; Edoardo Stoppioni (Université de Strasbourg).

HDR

Xiaowei Sun, Maître de conférences en droit public, a soutenu son habilitation à diriger des recherches (**L'État-parti chinois saisi par le droit**), le vendredi **3 octobre 2025** à l'UFR SJEPG. Le jury était composé de Emmanuel Aubin-Kanezuka (Université de Tours), Julien Boudon (Université Paris Saclay), Christophe Geslot (Université Marie et Louis Pasteur) ; Pierre-Yves Monjal (Université de Tours), Laurent Seurot (Université de Lorraine).



VIE DU LABORATOIRE

Professeurs invités

- **Najet Brahmi** (Université de Tunis) (novembre 2025)
- **Van Quan Nguyen** (Université nationale du Vietnam) (décembre 2025) : Le Professeur Nguyen a notamment fait des interventions, auprès des M1-M2 droit pénal et sciences criminelles sur les thèmes suivants : Introduction au droit pénal vietnamien : entre tradition soviétique et modernité, mettant en lumière un système marqué par son héritage historique tout en se modernisant ; les mutations du droit pénal dans les pays post-soviétiques, à travers les exemples du Vietnam et de la Chine ; les impacts du droit international sur la procédure pénale ; le droit pénal et protection environnementale dans les pays du Sud, avec un focus sur les enjeux spécifiques auxquels le Vietnam fait face aujourd'hui ; enfin, les Influences du droit pénal étranger sur le droit vietnamien, en particulier concernant la responsabilité pénale des entreprises.



Chercheurs invités

- **Ismail Elfilahi**, doctorant (Université Moulay Ismail, Meknès) (septembre 2025-janvier 2026)
- **Révérien Bahati**, doctorant (Université du Burundi) (décembre 2025)
- **Ludivine Petetin**, professeure d'université (Université de Cardiff) (janvier-mai 2026)
- **Sara Hamado**, doctorante (Université de Ferrare) (février-juin et automne 2026)

Membre associé

Pierre Koffi Kouame, docteur en droit public (thèse de droit public sous la direction de L. Lankarani, soutenue en décembre 2025), est chercheur associé du CRJFC, à compter du 24 février 2026. Koffi Kouame a été chargé de TD en droit constitutionnel, ATER dans notre Université. Actuellement élève avocat à l'ERAGE, il présente un projet de recherche sur « Le gel et la confiscation des avoirs russes au regard des immunités des États et de leurs biens en droit international public ».

Expertise

Camille Fernandes a été auditionnée le 30 janvier 2026 par Karine Daniel, sénatrice, rapporteur de la Proposition de loi visant à garantir la liberté académique des chercheurs et des enseignants-chercheurs, l'indépendance des travaux de recherche et la transparence des fonds privés affectés à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Centre de recherches juridiques de Franche-Comté UR 3225

Direction : Christophe Geslot (Professeur de droit public)

Direction adjointe : Eliaz Le Moulec (Professeur de droit privé)

ITRF : Laurent Kondratuk / Laurence Guenon

Contact : 45D avenue de l'observatoire, 25030 Besançon Cedex

tél. : +33 (0)3 81 66 66 08

@ : [contact-crjfc\[at\]univ-fcomte.fr](mailto:contact-crjfc@univ-fcomte.fr)

URL : www.crjfc.univ-fcomte.fr

Archives ouvertes : <https://hal.archives-ouvertes.fr/CRJFC>

Conception, mise en page : Lydie Branget (UFR SJEPG)